**ASSEMBLÉE DES ÉTATS PARTIES
À LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE
L'EMPLOI, DU STOCKAGE, DE LA PRODUCTION ET
DU TRANSFERT DES MINES ANTIPERSONNEL
ET SUR LEUR DESTRUCTION**

APLC/MSP.1/1999/L.7

6 mai 1999

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

Première Assemblée
Maputo, 3-7 mai 1999
Point 17 de l'ordre du jour provisoire

PROJET DE RAPPORT FINAL

Le rapport final de la première Assemblée des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction comprend deux parties et cinq annexes, comme suit :

Première partie. Organisation et travaux de la première Assemblée

Seconde partie. Déclaration de Maputo

Annexes :

Annexe I : Liste des documents

Annexe II : Formules pour les rapports à présenter en application de l'article 7

Annexe III : Document du Président sur la distribution des rapports présentés en application de l'article 7

Annexe IV : Document du Président sur les travaux à mener entre les sessions

Annexe V : Allocution prononcée par

S. E. M. Joaquim Alberto Chissano, Président de la République du Mozambique, à la séance d'ouverture de la première Assemblée

PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION ET TRAVAUX DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

A. Introduction

1. La Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction dispose ce qui suit en son article 11, paragraphes 1 et 2 :

"1. Les États parties se réuniront régulièrement pour examiner toute question concernant l'application ou la mise en oeuvre de la présente Convention, y compris :

- a) Le fonctionnement et l'état de la présente Convention;
- b) Les questions soulevées par les rapports présentés en vertu des dispositions de la présente Convention;
- c) La coopération et l'assistance internationales conformément à l'article 6;
- d) La mise au point de technologies de déminage;
- e) Les demandes des États parties en vertu de l'article 8; et
- f) Les décisions associées aux demandes des États parties prévues à l'article 5.

2. Le Secrétaire général des Nations Unies convoquera la première Assemblée des États parties dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Le Secrétaire général des Nations Unies convoquera aussi annuellement les assemblées ultérieures jusqu'à la première Conférence d'examen."

2. Dans sa résolution 53/77 N, adoptée à sa cinquante-troisième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré savoir gré au Gouvernement mozambicain de son offre généreuse d'accueillir la première Assemblée des États parties et a prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de procéder, conformément au paragraphe 2 de l'article 11 de la Convention, aux préparatifs nécessaires pour convoquer la première Assemblée des États parties à Maputo dans la semaine du 3 mai 1999.

3. Afin de préparer la première Assemblée, les États parties ont organisé au Palais des Nations, à Genève, deux séries de consultations officieuses ouvertes à la participation de tous, auxquelles étaient également invités des États qui n'étaient pas parties à la Convention ainsi que l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations ou institutions internationales

compétentes, des organisations régionales, le Comité international de la Croix-Rouge et des organisations non gouvernementales intéressées.

4. La première série de consultations officieuses a eu lieu le 1er mars 1999, date de l'entrée en vigueur de la Convention. Les participants à ces consultations ont examiné plusieurs questions qui avaient trait à l'organisation de la première Assemblée, y compris les documents où étaient reproduits un projet d'ordre du jour provisoire, un projet de programme de travail, un projet de règlement intérieur et des coûts estimatifs provisoires liés à l'organisation de la première Assemblée. Aucun des documents examinés n'a soulevé d'objections quelconques et il a été convenu que le texte définitif en serait arrêté dans les six langues de la Convention avant qu'ils soient soumis à l'examen des États parties à leur première Assemblée.

5. La seconde série de consultations officieuses a eu lieu le 13 avril 1999. Les participants y ont examiné les éléments d'un projet de déclaration politique qu'il était envisagé de publier à l'occasion de la première Assemblée, les modalités qui pourraient être adoptées pour des travaux qui seraient menés entre les sessions en application de la Convention, des moyens pratiques de distribution des rapports présentés en application de l'article 7 de la Convention, ainsi que la question du lieu et de la conception des futures assemblées des États parties.

B. Organisation de la première Assemblée

6. La première Assemblée a été ouverte le 3 mai 1999 par S. E. M. Joaquim Alberto Chissano, Président de la République du Mozambique. Le texte de l'allocution prononcée par le Président de la République du Mozambique est reproduit à l'annexe V du présent rapport. La première Assemblée a élu président, par acclamation, le Ministre mozambicain des affaires étrangères et de la coopération, M. Leonardo Santos Simão, conformément à l'article 7 du projet de règlement intérieur.

7. À la séance d'ouverture, des déclarations ont été faites par Mme Louise Fréchette, Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies, M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine, S. A. R. le Prince Zeid Ra'ad Zeid Al Hussein, porteur d'un message de S. M. la Reine Noor du Royaume hachémite de Jordanie à la première Assemblée, Mme Jody Williams, Ambassadeur de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, et Mme Fârida Gulamo, représentante de la Campagne mozambicaine contre les mines terrestres. En outre, le Président de

l'Assemblée a donné lecture d'un message adressé à la première Assemblée par le Président des États-Unis d'Amérique, M. William Jefferson Clinton.

8. À sa première séance plénière, le 3 mai 1999, l'Assemblée a adopté son ordre du jour tel qu'il figurait dans le document APLC/MSP.1/1999/L.1.

À la même séance, elle a adopté son règlement intérieur, les coûts estimatifs liés à l'organisation de la première Assemblée et son programme de travail, tels qu'ils figuraient dans les documents APLC/MSP.1/1999/L.3, L.5 et L.2, respectivement.

9. Toujours à sa première séance plénière, l'Assemblée a élu vice-présidents, par acclamation, les représentants du Honduras, de la Jordanie, de la Norvège et du Turkménistan, conformément à l'article 7 du règlement intérieur.

10. L'Assemblée a confirmé à l'unanimité la nomination de M. Carlos dos Santos, Ambassadeur et Représentant permanent de la République du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, comme Secrétaire général de l'Assemblée. Sa désignation avait été arrêtée à l'issue de consultations officieuses entre les États parties.

C. Participation et pouvoirs des représentants à la première Assemblée

11. Les 43 États parties dont le nom suit ont participé à l'Assemblée : Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Belgique, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Croatie, Danemark, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Guinée, Honduras, Hongrie, Irlande, Jamaïque, Japon, Jordanie, Malawi, Mali, Maurice, Mexique, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Siège, Sénégal, Slovénie, Suède, Suisse, Thaïlande, Turkménistan, Yémen et Zimbabwe.

12. Les 64 États non parties à la Convention dont le nom suit ont participé à l'Assemblée en qualité d'observateurs, conformément à l'article 11, paragraphe 4, de la Convention et à l'article premier, paragraphe 1, seconde phrase, du règlement intérieur de l'Assemblée : Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Bangladesh, Brésil, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Équateur, Espagne, Éthiopie, Finlande, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Indonésie, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Kazakhstan, Lesotho, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maroc, Mauritanie, Népal, Niger, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pays-Bas, Philippines,

Pologne, Portugal, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Singapour, Slovaquie, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Tchad, Togo, Turquie, Ukraine et Zambie.

13. Des pouvoirs, émanant du chef de l'État ou du gouvernement, du ministre des affaires étrangères, ou d'une personne à ce autorisée par l'un de ceux-ci, ainsi que le prévoit l'article 4 du règlement intérieur de l'Assemblée, des photocopies ou télécopies de tels pouvoirs ou des lettres, notes verbales ou télécopies indiquant les représentants désignés et provenant d'ambassades, de missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres organisations intergouvernementales, d'autres bureaux de gouvernements ou d'autres autorités gouvernementales ont été reçus pour la représentation des 107 États mentionnés aux paragraphes 11 et 12 ci-dessus.

14. L'Assemblée a accepté les pouvoirs des représentants de l'ensemble des États mentionnés aux paragraphes 11 et 12 ci-dessus.

15. Conformément au paragraphe 4 de l'article 11 de la Convention et aux paragraphes 2 et 3 de l'article premier du règlement intérieur, les organisations et institutions internationales, organisations régionales, organisations non gouvernementales et entités ci-après ont participé à l'Assemblée en qualité d'observateurs : Palestine, Organisation des Nations Unies, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, Programme alimentaire mondial, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, Organisation mondiale de la santé, Communauté européenne, Organisation de l'Unité africaine, Organisation des États américains, Agence de la francophonie, Comité international de la Croix-Rouge, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte, et Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres.

16. La liste de l'ensemble des délégations qui ont participé à la première Assemblée est publiée sous la cote APLC/MSP.1/1999/INF.1.

D. Travaux de la première Assemblée

17. La première Assemblée a tenu ... séances plénières du 3 au 7 mai, date à laquelle elle a achevé ses travaux.

18. Les quatre premières séances plénières ont été consacrées à l'échange de vues général prévu au point 10 de l'ordre du jour. Quatre-vingt-trois délégations ont fait des déclarations dans ce contexte.

19. À la 5ème séance plénière, le 5 mai 1999, l'Assemblée a examiné le point intitulé "Examen des demandes présentées en application de l'article 5 de la Convention". Le Président a informé l'Assemblée qu'il n'avait pas reçu d'informations selon lesquelles un État quelconque souhaiterait présenter une telle demande à la première Assemblée. L'Assemblée en a pris note.

20. À la même séance, l'Assemblée a examiné le point intitulé "Examen des demandes présentées en application de l'article 8 de la Convention". Le Président a informé l'Assemblée qu'il n'avait pas reçu d'informations selon lesquelles un État quelconque souhaiterait présenter une telle demande à la première Assemblée. L'Assemblée en a pris note.

21. Outre les séances plénières, l'Assemblée a tenu des consultations informelles sur les questions relatives à l'application de la Convention. Elle y a notamment examiné la question de la coopération et de l'assistance internationales à apporter conformément à l'article 6 dans les domaines suivants : déminage, assistance aux victimes, réintégration sociale et économique et sensibilisation aux dangers des mines, destruction des stocks de mines antipersonnel et mise au point de techniques de déminage.

E. Décisions et recommandations

22. À sa 5ème séance plénière, tenue le 5 mai 1999, l'Assemblée a examiné les questions que soulèvent les rapports à présenter en application de l'article 7 ou qui se posent dans le contexte de ces rapports, y compris la question de l'examen et de l'adoption d'une formule de présentation de ces rapports. Les formules de présentation des rapports ont été adoptées telles qu'elles ont été modifiées et sont reproduites dans l'annexe II du présent rapport.

23. À sa sixième séance plénière, le 6 mai 1999, l'Assemblée a décidé que le document modifié du Président sur la distribution des rapports présentés conformément à l'article 7 (APLC/MSP.1/1999/Informal 3/Rev.1) devrait servir de guide pour déterminer les moyens techniques à utiliser pour cette distribution. Le texte de ce document constitue l'annexe III du présent rapport.

24. À la suite de consultations sur le document du Président relatif aux travaux intersessions (APLC/MSP.1/1999/Informal 2), l'Assemblée a considéré

qu'il était important qu'il y ait des comités permanents intersessions d'experts sur les questions relatives à l'application de la Convention. Par la suite, à sa ... séance plénière, le ... mai 1999, l'Assemblée a décidé que l'on mènerait les travaux intersessions en se reportant au document du Président figurant dans l'annexe IV du présent rapport. Des consultations ultérieures ont permis de désigner comme suit les coprésidents et rapporteurs pour le programme de travail intersessions :

- Déminage
Coprésidents : Mozambique et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
Rapporteurs : Pérou et Pays-Bas
- Assistance aux victimes, réintégration sociale et économique et sensibilisation aux dangers des mines
Coprésidents : Mexique et Suisse;
Rapporteurs : Nicaragua et Japon
- Destruction des stocks
Coprésidents : Hongrie et Mali;
Rapporteurs : Malaisie et République slovaque
- Techniques de déminage
Coprésidents : Cambodge et France;
Rapporteurs : Yémen et Allemagne
- État et application de la Convention
Coprésidents : Afrique du Sud et Canada;
Rapporteurs : Zimbabwe et Belgique

25. L'Assemblée a en outre noté que les premières sessions des comités permanents d'experts se tiendraient à Genève aux dates ci-après :

- Déminage 13-15 septembre 1999
- Assistance aux victimes, réintégration sociale et économique et sensibilisation aux dangers des mines 15-17 septembre 1999
- Destruction des stocks 9 et 10 décembre 1999
- Techniques de déminage 13 et 14 décembre 1999
- État et application de la Convention 10 et 11 janvier 2000

26. À sa ... séance plénière, l'Assemblée a décidé que la deuxième Assemblée des États parties se tiendrait du 11 au 15 septembre 2000 à Genève.

27. À sa ... séance plénière, l'Assemblée a adopté la déclaration de Maputo qui constitue la deuxième partie du présent rapport.

F. Documentation

28. La liste des documents de la première Assemblée constitue l'annexe I au présent rapport.

G. Clôture de la première Assemblée

29. À sa ... et dernière séance plénière, le 7 mai 1999, l'Assemblée a adopté son rapport final tel qu'il a été publié sous la cote APLC/MSP.1/1999/L.7.

DEUXIÈME PARTIE
DÉCLARATION DE MAPUTO